

# bulletin hebdomadaire



## La stabilité ne tombe pas du ciel

Managua, 6 mai (ANN/Barricada). Le gouvernement, sous prétexte de lutte contre l'inflation, a pris une série de mesures qui ne profitent qu'aux latifundistes. Le prochain cycle agricole est menacé et des milliers de petits et moyens producteurs qui constituent la source alimentaire du pays sont étranglés. Le gouvernement a coupé les crédits aux entreprises agricoles nationalisées et les décapitalise. Les services sociaux sont fermés et 50% des travailleurs agricoles sont au chômage. Julio César Muñoz, dirigeant de l'Association des travailleurs agricoles (ATC), a répondu aux questions de Barricada sur la situation explosive que vit le monde rural.

*Barricada : Le gouvernement se lance dans la privatisation au moment même où démarre le cycle agricole (les semailles se font en mai, à l'arrivée des pluies. Quelles en seront les conséquences sur la production ?*

Julio Cesar Muñoz : Certains croient que la privatisation consiste seulement à répartir des exploitations mais cela signifie également l'application d'une série de mesures négatives pour le système de production, pour l'emploi, pour les salaires, pour tout ce que nous avons obtenu avec la Révolution. La privatisation, de plus, donne la possibi-

lité aux somozistes qui reviennent du Costa Rica, des Etats-Unis ou d'ailleurs de réclamer leurs anciennes propriétés. Le gouvernement joue un double jeu : d'un côté, il tient un discours de réconciliation et il prétend vouloir la relance économique, d'un autre, il applique des mesures destabilisatrices.

La privatisation a commencé en avril dernier, avec le décret 10-90 sur la location de la terre. Il s'agissait de louer les terres aux latifundistes de retour. Ils ont démontré par la suite, et en particulier les gros producteurs de coton, qu'ils n'étaient pas disposés à investir et dans beaucoup de cas, ils ont revendu leur contrat de location à d'autres. Ensuite, le décret 11-90, qui permet de rendre leurs anciennes propriétés aux somozistes a été promulgué. Le Procureur a déjà donné son accord à une série de restitutions concernant des terres qui étaient en coopérative. Dans d'autres cas, d'anciens contras sont entrés de force, avec leurs armes, pour expulser les membres des coopératives de leurs terres.

Mais à nos yeux, le plus inhumain est la politique financière. Tous les crédits auxquels avaient droit les entreprises nationalisées ont été coupés. De plus, le gouvernement a "confisqué" la récolte de l'année dernière au profit des banques. Il a gonflé les frais de gestion de

### SOMMAIRE

La stabilité ne tombe pas du ciel

Deux points de vue sur les syndicats sandinistes

Les embûches de la privatisation

Le solidarisme pour la réconciliation des classes

Grève générale dans l'enseignement

Réarmement de la contra dans le nord

L'angoisse au temps du choléra

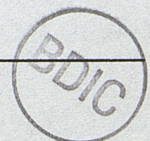
Gebana : pour un commerce international plus juste

Conflit à la télévision

Guatemala : "Nous n'avons pas lutté pendant 30 ans pour une amnistie"

Panama : une crise profonde

En bref



40 P 11481



la majorité des entreprises en nommant des conseils de direction qui ne cessent de s'élargir. Le cas du café est le plus critique. Cette branche était dirigée par un seul technicien général. Maintenant, 13 conseillers ont été nommés, qui gagnent chacun 2 000 ou 2 500 dollars par mois. Nous n'en voulons pas et nous ne les laissons pas entrer dans nos entreprises.

*B: Quelle est leur fonction ?*

JCM : Planifier la liquidation de nos entreprises, obtenir des informations pour saper l'organisation des travailleurs sur le plan économique, social et politique. Aujourd'hui, tous les services sociaux sont fermés, il n'y a plus ni centres de santé, ni écoles, ni crèches, ni pharmacies. Le gouvernement a confisqué notre production agricole et les banques nous ont obligés à hypothéquer tout notre bétail pour que nous ne puissions même plus utiliser les boeufs sur les exploitations. On nous décapitalise pour mieux pouvoir dire ensuite que nos entreprises sont inefficaces et que la seule solution est de les privatiser au bénéfice des latifundistes.

Telle est la politique du gouvernement. En conséquence, la production a énormément baissé. En 1989-90, la récolte de café était de 84 000 tonnes; cette année elle est seulement de 47 000 tonnes. Les exploitations sont délaissées : cela fait presque deux mois que nous travaillons sans salaire. Mais nous continuons car nous demeurons convaincus que ces entreprises nous appartiennent.

*B: Le gouvernement a-t-il reconnu le droit à la propriété des travailleurs ?*

JCM: Seulement en partie. Il nous a attribués seulement 67 000 hectares des terres de "Hatonic" (corporation des entreprises nationales d'élevage). Mais le processus d'attribution, de légalisation et de crédits est défavorable aux bénéficiaires. A "Cafenic" (corporation des entreprises nationales du café), les travailleurs ont obtenu 43 exploitations, les démobilisés de l'armée 20 et les anciens contras 18. A "Agroexco" (Commercialisation d'agro-exportation), nous avons reçu 83 000 hectares de coton, les démobilisés de l'armée et de la contra en ont reçu également. Mais le gouvernement, dans les deux cas, n'a pas signé l'accord et n'a pas défini qui serait bénéficiaire des crédits. Les autorités essayent d'accélérer la décapitalisation des entreprises, quels qu'en soient les bénéficiaires. Elles ont cru que nous nous fatiguerions les premiers et qu'après avoir reçu ces propriétés, nous irions les vendre pour pouvoir manger. Le gouvernement a sous-estimé notre capacité d'organisation.

*B: Comment se présente la situation dans les autres branches ?*

JCM: Dans les entreprises de tabac, il y a d'énormes problèmes financiers et commerciaux. Le secteur du riz survit de ses ventes, malgré les tentatives de privatisation.

Dans le secteur de la banane, les dirigeants de la corporation manoeuvrent ouvertement pour obtenir pour eux le monopole de l'entreprise.

*B: Quelles sont les perspectives pour ce nouveau cycle agricole ?*

JCM: On attend la signature d'accords sans lesquels on ne peut pas commencer à planifier le cycle agricole. On ne sait donc pas quand on va commencer à semer le coton ni combien de café on récoltera, tant que les contrats ne sont pas légalisés. Nous restons dans nos exploitations et nous sommes disposés à lutter jusqu'au bout, ce qui ne signifie pas que nous sommes prêts à produire dans ces conditions. Les intérêts bancaires représentent un autre obstacle. L'intérêt à 18% est très fort et entraîne des coûts de production trop élevés.

*B: En conclusion, la situation est grave...*

JCM: Elle est explosive. Il y a 50% de chômage et il touche majoritairement les femmes. Il n'y a ni santé, ni éducation. L'an dernier, il y avait 20 000 travailleurs dans le café; cette année, il n'y en a plus que 10 000. Tout concourt à perturber ce cycle agricole et la production de café et de coton vont en pâtir. Si le gouvernement a parié sur la liquidation de la production, il ira jusqu'au bout. Peut-être compte-t-il sur des financements extérieurs. Mais la stabilité sociale ne viendra pas de l'extérieur. Le gouvernement joue avec le feu en voulant importer la stabilité au lieu de créer une base sociale et politique qui lui donne un réel appui économique.

## DEUX POINTS DE VUE SUR LES SYNDICATS SANDINISTES

**Managua, mai (ANN/Barricada Internacional). A l'occasion du Premier mai, Barricada Internacional a interrogé le sandiniste Damaso Vargas et le vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra sur les syndicats sandinistes. Nous vous proposons de larges extraits de ces deux interviews.**

### DAMASO VARGA: QUE FAIRE, SINON SE BATTRE

Damaso Vargas, un des dirigeants de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), était, avant 1979, ouvrier agricole et déjà militant syndical. Député sandiniste depuis un an, il n'est pas rare de le voir voter contre des motions soutenues par son propre groupe ou s'affronter à la police dans une manifestation. Ses responsabilités au sein de la CST depuis 1982 ont fait de lui l'objet de critiques de la part de certains secteurs qui le considèrent comme un "dur à cuire".



## RENAITRE AVEC PLUS DE FORCE

La CST est l'une des 22 organisations qui forment le Front national des travailleurs (FNT), dont les luttes actuelles portent sur le salaire minimum, l'emploi et la gestion ouvrière dans le processus de privatisation. D. Vargas reconnaît que la politique du gouvernement a frappé la base du mouvement syndical. "La combativité a diminué. Le taux de chômage, la répression et le revanchisme affectent l'organisation et la capacité de lutte". Cependant, s'il est vrai que dans de nombreuses entreprises les syndicats sandinistes ont été expulsés et substitués par des syndicats de droite, selon D. Vargas ceux-ci ont été de nouveau remplacés par les sandinistes. "Les syndicats pro-gouvernementaux tendent à disparaître, car ils ne répondent pas à l'intérêt des travailleurs". Pour le dirigeant sandiniste, les conditions actuelles "sont un cadre propice à la renaissance de syndicats sandinistes plus forts".

Quant à l'unité avec les organisations de droite, elle est difficile à réaliser, bien qu'on y soit parvenu dans certaines entreprises sur des objectifs précis, comme la lutte pour les salaires. "L'alliance se produit à la base, c'est là que l'unité se forge. Au niveau national, tout est plus difficile et plus politisé".

## LES RELATIONS AVEC LE FSLN

Beaucoup pensent que le lien entre le gouvernement sandiniste et les syndicats a castré le mouvement syndical. Selon D. Vargas, le manque d'indépendance des organisations ouvrières ne s'explique pas par l'interférence du parti. "Des erreurs ont été commises dans la relation entre le FSLN et la CST, mais le problème vient surtout de la situation d'urgence nationale et économique" qui a réduit les possibilités d'initiative. Le dirigeant souligne l'inexpérience du mouvement syndical due à l'absence presque totale de pratique pendant la dictature. "Dix ans n'ont pas suffi pour remonter la pente", mais les effets ne sont pas désastreux. "Notre force va croître en peu de temps".

Aujourd'hui, la relation entre le FSLN et la CST est différente. "La majorité de nos responsables sont militants ou sympathisants du FSLN, mais nous n'avons pas de lien organique avec la direction du Front". Il n'y a pourtant pas rupture. "C'est une relation entre amis... Nous écoutons leurs conseils, ils écoutent les nôtres. Avant, leurs conseils avaient davantage de poids que maintenant, mais le FSLN continue à défendre les mêmes intérêts que nous".

## LA GREVE

A ceux qui pensent que l'abus de la grève peut aboutir à une usure, le dirigeant répond que la CST ne se lance qu'avec l'appui d'un grand pourcentage des travailleurs. "Une grève s'effrite quand elle n'a pas de soutien".

Pourtant, peut-on considérer qu'une grève ait réussi depuis un an? "Il est difficile de dire qu'une grève a été perdue ou gagnée, car le gouvernement ne respecte jamais les accords qu'il signe". C'est ce qui conduit certains à penser que le FNT a trop fait confiance au gouvernement. "Mais que pouvions-nous faire de plus que ce que nous avons fait, c'est à dire nous battre, arracher vingt accords en un an, desquels seulement dix ont été respectés par le gouvernement?".

D. Vargas pense que le succès de la négociation dépend de la force et de la cohésion de la mobilisation, de la pression exercée; mais cette pression parfois se renverse, comme on l'a vu début mars, quand de nombreux secteurs dont le FSLN lui-même ont exigé du FNT qu'il accorde une trêve au gouvernement pour appliquer son plan économique.

## LA DEMOCRATIE

Interrogé sur le contact des dirigeants du FNT avec la base, D. Vargas reconnaît que ce n'est pas toujours facile. "Lucio Jimenez (secrétaire national de la CST et coordinateur du FNT), par exemple, travaille comme ouvrier dans une entreprise. Il ne lui reste pas beaucoup de temps pour suivre les syndicats. Le contact doit donc être établi à travers les assemblées de base".

Certains, s'appuyant sur le fait que les leaders n'ont pas été renouvelés, signalent le manque de démocratie au sein du FNT. Pourtant, explique D. Vargas, toutes les fédérations tiennent des congrès annuels au cours desquels les dirigeants sont élus. Pour lui, de toute façon, "la démocratie ne dépend pas du fait que les leaders sont nouveaux ou anciens; la démocratie, c'est décider en accord avec la base, savoir interpréter la volonté des travailleurs. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, toutes les décisions importantes, y compris les grèves, ont été prises au cours d'assemblées nationales".

## ANTONIO IBARRA: CE SONT DES DELINQUANTS, DES TERRORISTES...

Antonio Ibarra, vice-ministre de la présidence, a très souvent été chargé par le gouvernement de négocier avec les syndicats. Il estime que les constantes protestations des travailleurs nicaraguayens sont quelque chose d'inédit.

"Dans une démocratie qui fonctionne, la majorité a le pouvoir. La seule révolution à venir, c'est la révolution démocratique, celle qui permet la liberté sans opprimer les autres". Il pense que le Nicaragua "a un brillant avenir syndical, à condition que les travailleurs cessent d'être les marionnettes des partis politiques ou des veaux derrière un leader unique".

Il estime que "les syndicats sandinistes sont en train de se suicider. Les leaders du FNT ont été les parasites du



FSLN et de l'Etat. Au cours des dernières grèves, ils sont devenus les bourreaux de leurs compagnons et ont imposé l'hégémonie syndicale au dépend de la démocratie ouvrière". A propos des centrales syndicales pro-gouvernementales, il reconnaît qu'elles ont raison de se plaindre du gouvernement car il s'occupe davantage des syndicats sandinistes. "Avec les premières, on peut négocier et terminer pacifiquement les conflits. Tandis que le FNT agresse et ensuite demande à négocier. Il crée des situations de fait, comme la grève ou les occupations, et il s'est habitué à ce que le gouvernement s'occupe de lui en urgence".

A. Ibarra attaque avec insistance Lucio Jimenez, "un monsieur qui a été imposé, sans expérience de lutte, qui n'est pas reconnu par les syndicats". Pour lui, de toute façon, les syndicalistes sandinistes sont "des délinquants, de la populace".

A propos de l'attitude du gouvernement qui ne respecte pas ses engagements écrits, il explique qu'on l'oblige à passer des accords impossibles à respecter. Pourquoi les avoir signés dans ces conditions? "Question de rapport de forces, à cause de l'assaut de la tourbe, de l'agression des syndicats sandinistes qui se comportent comme des pirates de l'air. Les pilotes cèdent parce que les agresseurs ont le pouvoir de détruire l'avion. Les grèves ont freiné la relance économique, ont brisé l'élan de coopération internationale et l'argent n'est pas arrivé". Le vice-ministre semble très en colère. "Les terroristes ne sont pas des partenaires loyaux, ils ont une énorme capacité de destruction et mettent en danger l'intérêt de tous. Ils vivent dans l'abus, ils n'ont aucun frein, ils fonctionnent comme la populace, comme des lumpens. Je ne parle pas de tous, car il y a des organisations de petits agriculteurs et de petits industriels qui protestent sans préjudice pour les intérêts nationaux".

Au Nicaragua, les termes "intérêts nationaux" sont sujets à des interprétations différentes. Pour A. Ibarra, ils signifient l'arrêt de la mobilisation sociale et de la confrontation entre le gouvernement et le FSLN. "Cela dessert les intérêts nationaux que le sandinisme soit entre les mains de Lucio Jimenez, des terroristes et des agitateurs de populace". Le vice-ministre pense que l'agitation sociale est la conséquence d'une crise au sein du FSLN. "Daniel Ortega flirte avec les travailleurs pour garder leur soutien et maintenir sa popularité auprès des excités et des subversifs".

Au passage, il fustige "le Marx adolescent et irresponsable des premiers écrits...qui disait que les communistes devaient prendre la tête des luttes, même si elles n'étaient pas justes. Et Daniel Ortega le croit".

Il a par contre des paroles élogieuses pour Humberto Ortega, avec qui il étudiait à l'Université. "C'était un garçon rebelle qui nageait à contre-courant. Il continue à le faire. Quel dirigeant sandiniste appelle la base à consoli-

der la paix sociale, à ne pas provoquer le désordre? Le seul qui le fasse n'appartient plus à la Direction Nationale du FSLN".

Quant à la répression déchaînée fin avril contre les travailleurs en lutte qui, dans beaucoup de cas, a été filmée par des télévisions, il explique: "Ce que l'on pense de nous à l'étranger ne nous intéresse pas tellement. La police est en train d'apprendre à obéir au gouvernement pour défendre les intérêts nationaux". Mais il pense qu'il ne faut pas abuser. "Nous devons gouverner sans les baïonnettes ou les bâtons, car aucune démocratie n'est totalement à l'abri des uniformes. Au Guatemala, l'armée a encerclé le Palais présidentiel quand V. Cerezo était au pouvoir. C'est pourquoi il vaut mieux utiliser le moins possible cette armée et cette police".

## LES EMBUCHES DE LA PRIVATISATION

Angel Saldomando

**Managua, avril (ANN/Pensamiento Propio). S'engager sur le terrain glissant de la privatisation revient à pénétrer dans une forêt inextricable de plans secrets, de projets sans fonds et de fonds sans projet. Le processus de privatisation implique une profonde transformation de la structure de la propriété, dont les conséquences sur la vie socio-économique du pays sont encore imprévisibles. De plus, il ouvre la porte à une restructuration de l'appareil productif, dans une direction encore imprécise. Enfin, il affaiblit le secteur public dans son poids économique, dans la quantité de ressources qu'il concentre et dans le volume d'emplois qu'il offre. Les intérêts politiques et sociaux de différents secteurs s'affrontent sur ces trois niveaux: chacun est conscient que ce qui se joue est capital et cherche à influencer sur le processus de privatisation. Mais est-ce une lutte à armes égales? Qui survivra, et avec quoi? La réponse se situe sur le terrain économique et va au-delà de la simple "démocratisation de la propriété".**

## DES ENTREPRISES PROBLEMATIQUES

Le secteur nationalisé regroupe toute une gamme d'activités industrielles, agricoles, commerciales, de services, d'exploitation des ressources naturelles, de transport, etc. Beaucoup d'entre elles ne disposent quasiment d'aucune accumulation alors que d'autres ont développé une capacité économique qu'elles n'avaient pas autrefois. L'exploitation des ressources naturelles, l'agro-exportation, le tourisme, certaines activités commerciales peuvent par exemple être attractives et viables. Mais les entreprises publiques ne sont pas toutes rentables et compétitives et elles ne sont donc pas toutes compatibles avec les tendances du nouveau modèle économique d'agro-exportation.



Les secteurs productifs orientés vers le marché national sont ceux qui posent le plus de problèmes. A leur difficultés propres (de compétitivité, de financement, de retard technologique) s'ajoute le choc de la confrontation entre la volonté de participation des travailleurs et la logique patronale de l'Etat que renforcent les conditions posées par les institutions internationales, rétives aux innovations en matière de propriété. Or, la majorité des secteurs productifs est tournée vers le marché intérieur. Les conditions macro-économiques, ajoutées aux conséquences récessives du plan de stabilisation, mettent ces secteurs dans une position fragile. Le marché intérieur se convertit ainsi en un véritable entonnoir sélectionnant les branches d'activité qui pourront survivre.

Ainsi, la privatisation n'implique pas seulement des changements en matière de propriété; elle entraîne de fait une restructuration et une reconversion de la structure productive et met à l'épreuve l'économie mixte.

#### PRIVATISER : AVEC QUELS FONDS ?

Les termes de restructuration et de reconversion ne sont pas très clairs dans le discours gouvernemental. On suppose que le premier se réfère au transfert de ressources vers des secteurs considérés comme compatibles avec le modèle agro-exportateur. Le second implique une rationalisation de l'activité économique avec un appui aux secteurs considérés comme viables ou récupérables. Ces deux opérations pourraient prendre toute leur importance dans le domaine de l'industrie, généralement obsolète et non compétitive, et en particulier dans celui de la fabrication de produits manufacturés dont on estime que seulement 3 à 6% sont destinés à l'exportation.

Si tout le secteur industriel nécessite une modernisation, la privatisation ne résoud rien, à moins que l'on mobilise de considérables moyens financiers et technologiques à des conditions équitables pour tous les secteurs sociaux concernés par la privatisation. Le secteur privé pourrait apporter des capitaux en formation en s'associant avec le capital étranger ou avec la participation directe de celui-ci. Une autre formule pourrait être l'association avec des entreprises mères qui auraient des filiales de sous-traitance nicaraguayennes. Si cela ne se fait pas, d'où viendront les financements pour soutenir les efforts des travailleurs?

Les besoins sont considérables pour moderniser l'appareil productif, réhabiliter les entreprises et améliorer les politiques commerciales dans certaines branches, comme le textile ou l'industrie mécanique. Mais il faudrait également des conditions macro-économiques qui n'impliquent pas une restructuration sauvage comme cela s'est vu dans d'autres pays d'Amérique latine. Le gouvernement manque de fonds pour mener ses plans de reconversion et d'autre part, le processus de privatisation manque de définition. Rien n'est clair quant aux priorités sectorielles, même si l'on suppose qu'elles concernent le

textile, l'industrie mécanique, l'industrie du cuir, de la chimie, de l'alimentation et des fertilisants. Mais comment dessiner et maintenir une politique économique à partir d'un tel manque de ressources et alors que l'orientation agro-exportatrice est la priorité suprême ? Les programmes de crédit du gouvernement sont peu clairs et reflètent la confusion au niveau des stratégies et des intentions réelles d'appui aux secteurs sociaux. Tout cela obscurcit l'avenir et provoque la crispation de chaque secteur sur ses intérêts corporatistes pour survivre dans cette bataille de la privatisation.

#### UNE SOLUTION POUR LES TRAVAILLEURS ?

Comment croire que des financements viendront des instances centrales ? La méfiance est telle que certains avancent que le gouvernement permettra la participation des travailleurs à la privatisation, mais sans appui, ce qui revient à planifier des faillites. Plus l'appui tardera, plus les entreprises se décapitaliseront et plus coûteuse sera leur modernisation. Dans ces conditions, certaines d'entre elles resteront sur le tapis. Il est nécessaire que reconversion et ouverture soient en harmonie : une ouverture trop rapide serait catastrophique, débouchant sur une restructuration incontrôlée au détriment de la reconversion. Pour le moment, cette situation n'a pas atteint d'extrémités graves et la dévaluation peut jouer un rôle protectionniste, mais cela ne compense pas les effets récessifs du plan de stabilisation.

En conclusion, il faut du temps et des moyens pour expérimenter la compétitivité sur le marché national et passer, si possible, à des étapes plus ambitieuses. Mais pour maintenir une structure démocratique de la propriété et juste, il est nécessaire de mettre au point des stratégies et une distribution des ressources viables. Est-il juste de se battre pour des entreprises obsolètes, menacées de restructuration et condamnées à une sélection par le marché ou par les ressources ? Certains estiment que les conditions politiques et économiques nécessaires à une privatisation au bénéfice des travailleurs ne sont pas réunies. Cet espace n'existe que là où existent des stratégies qui articulent de manière équilibrée marché intérieur et exportations, sans faire du premier l'unique facteur de stabilisation en le comprimant par une politique de bas salaires et de contraction de l'emploi et en sacrifiant la production intérieure.

Le problème de la privatisation et de sa viabilité économique est lié à des questions de stratégie que les travailleurs doivent prendre en compte dans leurs revendications parce que d'elles dépend leur avenir sur le terrain de la propriété et de la production.



## LE SOLIDARISME POUR LA RECONCILIATION DES CLASSES

**Managua, 8 mai (ANN/ALAI).** La conception de la société comme un tout harmonieux auquel les différents secteurs sociaux contribuent de manière égale peut difficilement être convaincante dans des sociétés caractérisées par un profond fossé entre les classes comme le sont les sociétés centraméricaines. Pourtant, le solidarisme qui prône une "société de partenaires" gagne visiblement du terrain dans plusieurs pays de la région. Promu par le patronat et certains gouvernements, ce mouvement vise à affaiblir les syndicats opposés au modèle néo-libéral.

Le solidarisme, qui prend ses racines dans la doctrine sociale-chrétienne, a surgi au début du 20<sup>ème</sup> siècle en Europe. A la fin des années 40, un chef d'entreprise costaricain cherchait à le propager dans son pays pour lutter contre "le péril communiste" auquel il voulait opposer "un capitalisme populaire". Mais ce n'est qu'à partir des années 80 que le solidarisme s'est converti en danger sérieux pour le mouvement syndical costaricain, dont il a commencé à saper la force dans certains secteurs comme celui de la production de bananes. Le Conseil Solidariste interaméricain, fondé en 1989, s'est donné pour but l'expansion de cette idéologie en Amérique latine. La thèse fondamentale du solidarisme est la coopération entre capital et travail pour assurer la paix sociale et garantir une augmentation de la production pour "le bénéfice mutuel des patrons et des travailleurs". Le résultat, dans la pratique, est que les travailleurs commencent à développer une mentalité de chefs d'entreprise sans avoir réellement d'accès à la richesse créée.

### UNE ORGANISATION BIEN HUILEE

Un dissident du solidarisme au Costa Rica, Juan José Flores, décrit le fonctionnement de cette organisation : un promoteur du solidarisme signe avec le chef d'entreprise un accord préalable pour la création dans son entreprise d'une section solidariste. Selon une disposition écrite, les dirigeants de cette section ne doivent pas assumer de fonction dans la direction de l'entreprise, mais "dans la pratique cela arrive souvent". J.J. Flores a publié une longue liste de chefs d'entreprise qui ont été ou sont encore dirigeants du mouvement solidariste. Dans le contrat de travail que l'entreprise présente à ses futurs employés, l'adhésion à l'organisation solidariste est automatique et celui qui refuse est écarté de l'emploi. Chaque adhérent doit payer une contribution de 5% à 10 % de son salaire mensuel à la section solidariste. Les entreprises paient également une contribution régulière mais souvent elles sont en échange exonérées de charges sociales et d'impôts. Les fonds ainsi constitués sont administrés par les entreprises qui les utilisent à leurs propres fins, à l'encontre des statuts mêmes du solidarisme.

Le mouvement solidariste offre à ses membres certains avantages : crédits, ventes de biens de consommation à

des prix intéressants dans les boutiques solidaristes, logements, loisirs et sports organisés. En contrepartie, les adhérents doivent renoncer à leur droit de former des organisations indépendantes de la direction de l'entreprise. L'heure de vérité vient au moment du licenciement : forte de l'absence de protection syndicale, l'entreprise parfois ne paie pas les indemnités de licenciement légales, qui sont considérées comme "patrimoine de l'organisation solidariste". J.J. Flores accuse le solidarisme ainsi que l'Ecole sociale Juan XXIII au Costa Rica de promouvoir la "persécution et la répression quotidienne d'autres organisations et en premier lieu du mouvement syndical".

### LE SOLIDARISME GAGNE DU TERRAIN EN AMERIQUE CENTRALE

Au Costa Rica, le solidarisme a pu se constituer légalement "grâce au soutien de chefs d'entreprise, du gouvernement, de chambres de commerce et de l'Eglise", selon J.J. Flores. En 1989, il y avait 1 200 sections solidaristes à la tête d'un patrimoine de plus de 300 000 millions de dollars et environ 100 000 affiliés dans l'industrie, le commerce et l'agriculture. Le mouvement syndical compte pour sa part 461 organisations et 155 000 adhérents, essentiellement dans le secteur public et il dispose de faibles ressources financières. Le solidarisme s'est étendu à d'autres pays de la région avec l'appui actif de certaines multinationales qui ont favorisé son introduction dans leurs succursales.

Après l'invasion étatsunienne de 1954, le Guatemala a connu les premières tentatives d'implantation de ce mouvement mais ce n'est qu'en 1983 que ce sont réellement constituées les premières sections, qui n'ont fait que se développer depuis. En 1989, 215 sections existaient regroupant 48 000 affiliés, essentiellement dans le milieu rural. Pour certains dirigeants populaires, il est clair que ce mouvement est un instrument de la lutte anti-insurrectionnelle.

Au Honduras, il n'y a pour le moment que 25 sections solidaristes et 2 000 membres alors que les syndicats comptent 400 organisations et 300 000 adhérents forts d'une solide expérience de lutte. Au Salvador, au Nicaragua et au Panama, ce mouvement ne s'est pas encore développé. Mais les syndicats, même puissants, ne doivent pas en sous-estimer le danger en commettant la même erreur que les organisations costaricaines qui, de l'avis de certains de leurs dirigeants, ont négligé certains terrains de lutte comme celui de l'habitat, de la santé, de l'éducation que le mouvement solidariste a pu ainsi occuper.



## GREVE GENERALE DANS L'ENSEIGNEMENT

Managua, 17 mai (ANN). "Personne ne peut nier la légitimité de notre grève ni l'accuser d'être politique quand on sait qu'un instituteur gagne 225 cordobas (l'équivalent de 45 dollars), un professeur 350 (70 dollars), un retraité 155 (31 dollars) et le personnel de service 145 (29 dollars)". Mario Quintana, le secrétaire du syndicat des enseignants ANDEN, répond ainsi aux propositions dérisoires du gouvernement et à certains parents d'élèves regroupés en un mouvement musclé, "Bleu et blanc", contre la grève des enseignants qui entre dans sa sixième semaine.

Après avoir demandé aux enseignants d'attendre 1992 pour voir leur situation s'améliorer, le gouvernement a dû, sous la pression de la manifestation nationale du 8 mai, signer la convention collective qui garantit aux employés du ministère de l'Education certains avantages sociaux (en matière d'accès aux soins, de transports, du paquet AFA, etc) et droits syndicaux. Mais la revendication principale des 15 000 enseignants en grève, la question salariale, reste insatisfaite. Alors qu'ANDEN réclamait un salaire de base égal à 50% du "panier de la ménagère" auquel viendraient s'ajouter les points liés à l'ancienneté, le gouvernement n'a proposé qu'une augmentation dérisoire de 5 dollars par mois jusqu'à la fin de l'année.

Le ministre de l'Education, qui n'a pas voulu aborder les problèmes salariaux avec les enseignants, a par contre prêté une oreille très complaisante aux groupes "bleus et blancs" constitués pour l'occasion et qui exigent la privatisation de certains collèges, ce qui excluerait automatiquement les élèves issus de milieux modestes. Trois grands lycées de Managua, particulièrement menacés, sont occupés par les enseignants, ainsi que par les parents et élèves solidaires de la grève. Au lycée expérimental Mexico (construit grâce à une donation du Mexique au gouvernement précédent), les "bleus et blancs" ont tenté de déloger par la force les occupants, blessant une enseignante, pour essayer d'imposer la reprise des cours.

Le gouvernement devra choisir entre une négociation véritable, s'il a vraiment à coeur que l'année scolaire ne soit pas perdue comme il le prétend, et une tension du conflit en laissant agir les "bleus et blancs", dont certaines figures sont connues pour leurs accointances avec l'extrême-droite. Les autorités parient sans doute sur une usure du mouvement et sur la lassitude des enseignants à qui il propose d'un autre côté d'abandonner leur travail en recourant au "plan de reconversion" qui leur permet de toucher une indemnité en échange de leur retrait de la fonction publique. Mais le gouvernement se heurte à une résistance que rien n'a pu encore entamer et, malgré la pression économique, les grévistes, qui représentent 70% du corps enseignant, ont décidé de poursuivre leur mouvement.

## REARMEMENT DE LA CONTRA DANS LE NORD

Managua, 7 mai (ANN). Des groupes de contras sont en train de reprendre les armes dans le nord du pays, comme cela a été reconnu aussi bien par les autorités militaires que par la CIAV-OEA. Le gouvernement tente de minimiser la situation, dans un effort avoué pour ne pas remettre en cause l'aide internationale par des rumeurs de guerre.

C'est dans la nuit du 3 au 4 mai qu'une patrouille militaire a repéré deux colonnes d'hommes armés dans le département de Matagalpa (Région VI). Les militaires ont tiré quelques rafales, mais les contras ont refusé le combat et se sont enfuis. Le lendemain, une brigade militaire qui construisait une route entre San José de Bocay et Ayapal, dans la même région, a été attaquée le 3 mai, sans qu'il y ait de victimes.

A l'occasion de ces incidents, qui confirment les témoignages de paysans recueillis par la presse, les autorités militaires ont reconnu l'infiltration récente, du côté de San José de Bocay, d'un groupe d'environ 60 hommes venant du Honduras et portant des armes neuves et du matériel radio. D'autres groupes se déplacent dans la zone de Pancasan. Il semble également que la contra se réarme en secret dans le département d'Esteli (Région I). On a su par ailleurs que des groupes arrêtent les véhicules sur les routes entre Waslala et las Minas pour demander de l'argent et expliquer leur situation.

De son côté, la Commission internationale de vérification de l'OEA (CIAV-OEA) a déclaré que le réarmement de la contra avait commencé début janvier. Selon l'armée, la "re-contra" comme les appelle la presse, est en train de déterrer les armes qu'elle avait cachées avant sa démobilisation. L'objectif est de faire pression sur le "co-gouvernement sandinistes-Lacayo-Chamorro" et de l'obliger à respecter les engagements qu'il avait pris à l'égard des contras en mai 1990 lors de leur démobilisation, en particulier en ce qui concerne la remise de terres et de moyens pour les cultiver.

Le général Humberto Ortega a accusé le vice-président de la République Virgilio Godoy et le maire de Managua Arnoldo Aleman, qui a fait un voyage dans la zone où la brigade militaire a été attaquée, d'être les instigateurs de ces actions. Il a averti que l'armée n'était pas disposée à tolérer le désordre. Pour lui, ceux qui poussent à la guerre sont ceux qui "ne veulent pas que les sandinistes et les non-sandinistes se mettent d'accord pour remettre le pays sur pied".

La Commission des Droits de l'homme de l'Assemblée nationale, chargée d'enquêter sur le réarmement de la contra, a entendu le ministre de la présidence Antonio Lacayo et le chef d'état-major de l'armée, Joaquin Cuadra, qui ont offert le 8 mai une conférence de presse en compagnie du président de la Commission, Luis Enrique



Figuerola, et de l'ancien chef contra Franklin. Tous ont minimisé l'importance de récents incidents et le ministre Lacayo a invité la presse à ne pas les présenter comme la reprise de la guerre, car la communauté internationale pourrait renoncer à soutenir la reconstruction du pays. Selon lui, ces gens ne se réarment pas, car "ils ont toujours eu des armes" et la pauvreté et les conditions difficiles dans lesquelles vivent les démobilisés "les rendent manipulables". Il a souligné que les actes de délinquance, comme les assauts à main armée ou le vol de bétail, dont certains d'entre eux se rendent coupables sont tout aussi inquiétants. Le gouvernement estime qu'il faut apporter une solution économique à un problème qui n'est ni militaire ni politique et le ministre de la présidence a annoncé la mise en place d'un plan d'urgence en faveur des démobilisés.

L'ancien chef de la contra "Franklin", qui assistait à la conférence de presse, a également nié que la guerre ait repris; selon lui, il s'agit de petits groupes isolés qui ont chacun leur raison de reprendre les armes. Mais il a insisté sur le fait que, dans le nord du pays, ce sont tous les paysans sans terre qui souffrent de la situation actuelle.

S'il est vrai que jusqu'à présent la "re-contra" n'a pas mené d'opérations d'envergure, les journaux rendent cependant compte régulièrement d'actions criminelles de nature politique. Plusieurs paysans membres de coopératives ont été séquestrés puis tués dans la Région VI. La situation est différente dans la Région V, où opèrent des bandes de contras qui ont refusé le désarmement et vivent de pillage depuis un an. Rien qu'au cours des derniers jours, dix paysans ont été assassinés au Nord d'El Rama.

## L'ANGOISSE AU TEMPS DU CHOLERA

Ondina Olivas

**Managua, 25 avril (ANN). Le choléra, maladie qui se propage de façon vertigineuse quand les conditions d'hygiène ne sont pas bonnes, risque de toucher, selon l'OMS, plus de six millions de latino-américains.**

Bien que pour l'instant il n'y ait pas un seul cas au Nicaragua, le pays vit dans l'angoisse de l'arrivée de l'épidémie, compte tenu à la fois des conditions de vie d'une grande partie de la population et du manque de moyens dans les hôpitaux et les centres de santé. Selon le docteur Dominique Dejour, responsable d'épidémiologie de la Région III (Managua), la Commission permanente de santé, qui avait été créée pour combattre la dengue, a été de nouveau réunie. Elle est composée de représentants du ministère de la Santé, du service des Eaux, de la Mairie, du ministère de l'Education, de l'Armée, du Mouvement communal et de la Croix Rouge. Le plan

qu'elle a mis en place comporte trois étapes: la phase d'alerte, la phase d'alarme après l'apparition des premiers cas et la phase épidémique.

La phase d'alerte a déjà été déclenchée: dans tout le pays, les canaux de drainage des eaux de pluie vont être nettoyés ainsi que les dépôts d'ordures clandestins, le taux de chlore dans l'eau potable a été augmenté et des latrines sont construites dans les bidonvilles et les quartiers marginaux. Selon Larry Balladares, directeur national des services d'épidémiologie, 20% des conduites d'eau et une grande partie des 300 réservoirs existants dans le pays ont déjà été nettoyés et l'assainissement des 150 plus grands marchés a été entrepris. Des commissions régionales et municipales de lutte contre le choléra ont été formées et des conférences sur la maladie et les moyens de la combattre organisées à l'intention du personnel médical et para-médical. A Managua, où vit un tiers de la population, 470 points de distribution du sérum de réhydratation ont été installés.

Malgré l'adoption de ces mesures, la situation reste inquiétante car 70% des habitants de la capitale vivent dans la pauvreté ou la misère, sans eau ni électricité ni latrines. Les autorités affirment avoir les moyens nécessaires pour prévenir et combattre l'épidémie, mais les médias d'opposition et même des fonctionnaires du ministère de la Santé critiquent sévèrement la passivité du gouvernement. "Le gouvernement n'a pas réfléchi à la gravité de la situation", expliquent les dirigeants du Mouvement communal, qui dénoncent le gaspillage qu'ont représenté les préparatifs de la venue du roi d'Espagne.

L'épidémie, qui est arrivée sur le continent par le Pérou et a déjà atteint le Chili, le Brésil et l'Equateur, pourrait avoir des conséquences dramatiques au Nicaragua où, historiquement, la diarrhée est la première cause de mortalité infantile, malgré les progrès réalisés au cours des dix dernières années grâce à des campagnes massives de prévention. Le pays peut difficilement affronter l'épidémie à cause de la dégradation de la situation économique et sociale. Des travailleurs de la Santé ont confirmé à l'ANN que les hôpitaux manquent de détergent, de désinfectant, de matelas lavables, de bottes de caoutchouc etc...Par ailleurs, le manque de personnel médical est un facteur aggravant. Alors qu'ils étaient déjà en nombre insuffisant, 12% des travailleurs de la Santé -et malheureusement une grande partie du personnel d'épidémiologie-, ont demandé à bénéficier du Plan de reconversion actuellement proposé par le gouvernement pour réduire le nombre des fonctionnaires; ils ont démissionné en échange d'un petit pécule qui permettra à la plupart de se consacrer au commerce informel.

Malgré cette situation critique, D. Dejour pense que l'on peut faire confiance à l'expérience des Nicaraguayens qui en dix ans ont appris, grâce à une organisation efficace, à combattre la diarrhée et d'autres maladies épidémiques.



## GEBANA : POUR UN COMMERCE INTERNATIONAL JUSTE

Sergio Ferrari

"Notre volonté en entreprenant ce travail était de lutter pour que des prix justes soient appliqués aux produits du Tiers Monde. En Europe, les produits tropicaux sont bon marché, surtout les bananes. Notre projet a démarré par une remise en question de cet ordre de chose". Ursula Brunner, coordinatrice de GEBANA (Association pour un commerce plus juste de la banane) et militante de la solidarité suisse avec l'Amérique centrale, travaille depuis 17 ans à promouvoir la réflexion et l'action sur la pratique d'une solidarité effective et sur les moyens de bousculer les conceptions traditionnelles de la coopération. Au Nicaragua, GEBANA travaille depuis plusieurs années en relation étroites avec l'entreprise nationale BANANICTAMER et l'Association des travailleurs agricoles (ATC) qui est à l'origine d'une série de projets sociaux pour les travailleurs de la banane, spécialement dans la région de Chinandega.

GEBANA mène un travail d'information auprès des consommateurs/trices européenne/nnes sur l'inégalité des échanges entre le Tiers Monde et les pays développés. *"Les bananes sont un bon exemple : leur commercialisation est extrêmement centralisée, monopolisée depuis des années par les multinationales Del Monte, Dole (de la Standard Fruit) et Chiquita (de l'United Brands Co).*

Comment intervient GEBANA en Europe? *"Nous lançons des campagnes, explique U. Brunner, proposant aux consommateurs/trices de payer les bananes un peu plus cher afin d'envoyer le bénéfice aux pays producteurs pour financer des projets sociaux. "Pendant des années, notre travail a été uniquement d'information, mais au moment de l'embargo des Etats-Unis contre les produits nicaraguayens, nous avons décidé d'appuyer concrètement la production et la commercialisation indépendantes du Nicaragua. Nos réseaux de points de vente se sont développés. Nous pensons maintenant nous transformer en entreprise d'importation et de distribution des bananes produites et commercialisées de manière indépendante, même si cela ne représente qu'une toute petite part du marché global. Nous continuerons à informer et expliquer que les bénéfices reviennent aux producteurs et aux travailleurs des pays d'exportation."*

*"L'européenne/moyenne, dans sa majorité, ne veut pas changer sa situation de privilégié. Le contexte actuel ne nous est pas favorable : l'internationalisation du capital se généralise et beaucoup de gens, dans nos pays, se sentent paralysés. Ils sont conscients des problèmes mais pensent qu'on ne peut rien face au capitalisme triomphant. Mais nous rencontrons également beaucoup de gens déterminés. Je reviens d'un voyage en Colombie, au Honduras, au Costa Rica et au Panama : de plus en plus, les producteurs*

*se regroupent pour tenter d'échapper à la dépendance vis-à-vis des multinationales. En Europe également, même s'il s'agit d'une minorité, il y a des gens qui appuient ces initiatives de commerce alternatif avec des producteurs indépendants"*.

## CONFLIT A LA TELEVISION

Managua, 14 mai (ANN). Danilo Lacayo, le directeur d'information de la présidence, a démis de ses fonctions le directeur du Système national de télévision, Carlos Briceno, mettant fin à un conflit qui durait depuis plusieurs mois. De lourdes menaces pèsent aujourd'hui sur la chaîne publique, Canal 6.

*"Ma destitution est une décision politique"*, a affirmé C. Briceno. Selon lui, D. Lacayo, dont la responsabilité est pratiquement celle d'un ministre de l'information, *"souhaitait à la tête de la télévision quelqu'un de maléable"*. L'opposition latente entre les deux hommes a éclaté au grand jour lorsque D. Lacayo a décidé de louer à la chaîne privée Canal 2 -dans laquelle il a des intérêts- un espace sur Canal 6, celui compris entre 19 et 20 heures qui génère 30% des revenus publicitaires de la chaîne publique. L'opposition de C. Briceno et celle du syndicat sandiniste des travailleurs de la télévision avait obligé D. Lacayo à reculer.

L'ouverture de la chaîne privée avait déjà créé un scandale. En effet, Canal 2 a été loué à Octavio Sacasa, un somoziste notoire à qui le gouvernement révolutionnaire avait confisqué un chaîne de télévision.

Pour C. Briceno, dont l'opinion est partagée par le syndicat, il ne fait pas de doute que les informations seront désormais moins objectives et que Canal 6, *"la seule chaîne d'Etat de tous les pays latino-américains qui occupe la première place et soit rentable"*, est menacé de disparition au profit de Canal 2.

L'ancien directeur de la télévision, qui était responsable de la campagne audiovisuelle de l'UNO pour les élections de 1991, va créer sa propre chaîne, Canal 8. Son conseil de direction sera formé du cardinal Obando et de plusieurs personnalités politiques de droite.

## GUATEMALA : "NOUS N'AVONS PAS LUTTE PENDANT 30 ANS POUR UNE AMNISTIE"

Walter Valencia

Managua, mai (ANN/CERIGUA). Pendant 30 ans, l'armée guatémaltèque a nié l'existence de la guerre et du combat mené par la guérilla. Le 26 avril, après 30



heures de discussion, cinq membres des Forces armées accompagnés de cinq hauts fonctionnaires de l'Etat ont signé avec l'Union Révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) un accord portant sur le calendrier et les termes de la future négociation. Le document final, signé également par le représentant de la Commission nationale de réconciliation et l'observateur de l'ONU, confirme la reconnaissance mutuelle des deux parties en conflit. S'il y a une réelle volonté de négociation, cette Déclaration de Mexico pourrait constituer la base d'une solution politique à la guerre et, selon le calendrier établi, la discussion sera menée dans les deux années à venir.

La cordialité des déclarations officielles ne peut pas faire oublier les 100 000 assassinats politiques et les 40 000 disparus dont sont responsables les Forces armées. La déclaration du secrétaire général de la présidence, Manuel Conde, semble donc un peu hâtive, quand il affirme que la prochaine réunion entre la guérilla et le gouvernement sera la dernière qui se tiendra en territoire étranger. Cela rejoint la position du président Jorge Serrano qui répète qu'il offre à la guérilla la "paix des valeureux", en un mot la reddition.

Le Commandant de l'URNG, Gaspar Ilom, a précisé que la guérilla ne s'asseyait pas à la table de négociation pour capituler ou pour résoudre les problèmes d'avenir de la guérilla mais pour poser les bases d'une issue politique au conflit en s'attaquant aux causes mêmes de celui-ci. Le Conciliateur du processus de paix, Monseigneur Rodolfo Quezada, avait déclaré quelques jours avant que la guérilla "n'avait pas lutté pendant 30 ans pour une amnistie", et il a ajouté à Mexico que si les causes de la guerre n'étaient pas extirpées, il ne faudrait pas s'étonner de ce que d'autres guatémaltèques reprennent les armes le jour même de l'accord de paix.

Pourtant, beaucoup de Guatémaltèques, qui ont pu connaître les accords et voir les participants grâce à un programme en direct, estiment que le changement est en bonne voie. L'accord signé porte sur les thèmes qui seront l'objet de négociation, entre autres la démocratisation, les droits de l'homme, les droits spécifiques des indigènes, le renforcement du pouvoir civil, le rôle de l'armée, la situation agraire, les réformes constitutionnelles et électorales, l'intégration de l'URNG à la vie politique et le cessez-le-feu. Un calendrier a été établi, ainsi que la forme de vérification du processus de paix.

Pour la première fois, l'armée a reconnu les pertes qui lui ont été infligées par la guérilla au cours de ces dix dernières années. Selon l'ancien vice-ministre de la Défense, 20 000 effectifs des Forces armées ont été mis hors de combat entre 1981 et 1990. La guerre menée pour maintenir le pays sous domination a absorbé 60% du budget de l'Etat.

Malgré l'optimisme qui marque ce premier accord,

l'URNG s'attend dans les prochaines semaines à une intensification de la guerre, avec une nouvelle offensive militaire des Forces armées baptisée "Force pour la paix 91". Le gouvernement a proposé que la prochaine rencontre ait lieu du 13 au 30 mai, c'est-à-dire sous la pression de ce déploiement militaire qui vise à affaiblir la guérilla au moment de négocier.

Le 1er mai, 50 000 travailleurs ont manifesté pour appuyer le processus de négociation. Leurs représentants ont déclaré que celle-ci serait un succès si elle débouchait sur des changements concrets qui conduisent à l'établissement de la justice au Guatemala.

## PANAMA: UNE CRISE PROFONDE

Raul Leis

**Panama, mai (ANN).** Pour Gramsci, la crise est une transition entre l'ancien qui agonise et le nouveau qui ne peut encore naître. C'est à ce moment-là qu'apparaissent les symptômes morbides de tout un éventail de maladies sociales. Ces symptômes sont clairement visibles aujourd'hui dans la vie politique du Panama. L'imagination du gouvernement ne va pas plus loin que ses intérêts, qui ne sont pas exactement ceux des Panaméens.

La crise de transition, dans notre pays, se caractérise par l'effondrement d'une alliance de partis dont le mandat politique à la tête du pays est loin d'être terminé. Début avril, le Parti démocrate chrétien (PDC), qui a le plus de force sur le plan électoral, a en effet été limogé de l'exécutif avec pertes et fracas; mais, avec ses 28 députés, il contrôle encore le législatif, ce qui oblige les partis au gouvernement à passer de nouvelles alliances avec les forces d'opposition.

L'opposition au gouvernement se renforce donc avec l'incorporation du PCD et sans doute de ce qui reste de la Croisade civiliste. Mais l'opposition vue par Colina, qui a exercé le pouvoir grâce au soutien des militaires panaméens, n'est pas la même que celle du PDC, qui l'a exercé grâce à l'appui des militaires étatsuniens, ou du mouvement indépendant qui n'a jamais été au pouvoir et qui n'a ni ne veut de l'appui des militaires.

Le PDC estime qu'il est temps de se prendre sefs distances avec un gouvernement à l'image désastreuse, mais ce n'est pas si aisé. Il doit créer sa propre base sociale mais il est difficile pour les Panaméens de ne pas associer l'image du PDC à celle de ses anciens amis. La Démocratie chrétienne ne trouve pas de source où étancher sa soif de pouvoir et elle est certainement disposée à des alliances surprenantes.



De son côté, le Parti Arnulfiste, celui du président Endara, se sent revivre depuis un an et aspire à occuper davantage d'espace dans la vie politique en compagnie du Mouvement libéral républicain nationaliste (Molirena). Pour cela, il a besoin du clientélisme qui se pratique au sein du pouvoir, en partageant l'Etat comme on partage un gâteau. Après le départ du PDC, les forces qui restent au pouvoir constituent un gouvernement qui n'est ni meilleur ni pire, il est simplement plus faible qu'avant tandis que l'opposition est plus forte, tendance accentuée par la capacité limitée du président à jouer le rôle d'un leader.

Cette crise est en fait une crise de représentativité: la fraction au pouvoir ne possède ni la force ni les conditions nécessaires pour représenter tous les intérêts dominants qui sont en jeu. De plus, elle n'a ni la volonté ni l'autonomie suffisantes pour gouverner en faveur des intérêts de la population, pas plus qu'elle ne les avait quand elle était alliée au PDC. Cette crise est d'autant plus aigüe que l'exécutif est divisé, tout comme le législatif. A n'en pas douter, cette division aura des répercussions sur le pouvoir judiciaire, sur le pouvoir électoral et sur la Commission du canal.

Le gouvernement que nous avons jusqu'au 8 avril 1991 est né marqué par le stigmate de l'invasion étatsunienne, et c'est une tâche indélébile. Au milieu de la crise, aucune des factions n'a parlé de mettre fin à la présence des troupes d'occupation étrangères. Au contraire, la question est de savoir sur quelle force les Etats-Unis vont parier. Dans ce genre de situation, Washington se ménage plusieurs options, compte tenu des surprises que réserve parfois la politique créole. Aucun des cavaliers, - Endara, Arias et Ford- n'est un ennemi des Etats-Unis. De toute façon, aucun changement ne mettra en jeu la domination étatsunienne sur le Panama. Sans doute, leur choix se portera sur un gouvernement capable de créer un consensus dans la classe politique officielle, capable d'imposer les mesures d'ajustement structurel du FMI, capable de réprimer et de contrôler ceux qui se sont pas d'accord et capable de protéger les intérêts militaires, géopolitiques et économiques des Etats-Unis.

Les forces politiques qui nous gouvernent et nous ont gouvernés représentent l'ancien, le poids de ce qui est mort, le poids du retard qui pèse sur l'âme des Panaméens. L'ancien, c'est la falsification de la démocratie qui laisse le système politique entre les mains des indifférents et de ceux qui ont l'appât du gain, c'est la logique de la minorité qui s'impose au détriment de la majorité, c'est livrer le pays, sans aucune honte, à une puissance étrangère. La crise se produit car le nouveau n'est pas encore né. Le nouveau, c'est l'innovation, la cordialité, ce sont les nouveaux Panaméens qui ne vendent ni n'achètent les consciences, qui unissent la protestation à la proposition. Petites lumières clairsemées qui pour l'instant n'éclairent pas l'horizon, mais un jour seront des soleils.

## EN BREF

**AU RAPPORT.** Le ministre de l'Intérieur Carlos Hurtado s'est rendu à Washington ou, selon la radio La Primerísima, le gouvernement des Etats-Unis lui a fait part de sa préoccupation concernant le rôle du Nicaragua dans le trafic de drogue entre la Colombie et les Etats-Unis. Toujours selon la radio, la Maison-Blanche a fait pression sur le ministre pour qu'il accepte l'envoi de conseillers au Nicaragua, entre autres des militaires et des agents du FBI. C. Hurtado a dû également s'expliquer sur le peu de résultats dans l'enquête sur l'assassinat du dirigeant contra Enrique Bermudez et sur le cas du chef de la Police René Vivas, qui n'a pas été évincé comme Washington le souhaitait.

**OCCUPATION.** Les militaires récemment licenciés ont occupé des locaux de la mairie de Managua, ainsi que d'autres villes, pour protester contre leur refus de leur remettre les terrains promis par le gouvernement.

**PAS D'ELECTIONS AU FUTUR PARLEMENT CENTRAMERICAIN,** car une campagne électorale au Nicaragua pourrait, selon le gouvernement, "réouvrir des blessures non cicatrisées" et nuire à l'esprit de réconciliation. Le FSLN et le gouvernement seraient d'accord pour que les 20 députés nicaraguayens au parlement centraméricain soient choisis sur la base du résultat des élections de 1990.

**VENGEANCE.** Selon le député du FSLN, Omar Cabezas, des militants de l'UNO, qui n'acceptent pas d'avoir perdu les élections de la communauté indigène de Subtiava, se sont rendus coupables de violences à l'encontre d'une famille sandiniste dont ils ont, entre autres, violé la fille.

**SUMUS.** Les 32 communautés sumus de la Côte Atlantique (18 000 personnes) se réorganisent pour réclamer leurs droits et le respect de leur identité. Ils ont tenu leur Congrès et élu leurs dirigeants qui vont faire pression sur le gouvernement et sur les organisations non gouvernementales afin de recevoir une aide pour pouvoir cultiver la terre et travailler le bois. La majorité de la population est au chômage et beaucoup d'enfants meurent de maladie bénignes conjuguées à la dénutrition.

**LA UNO SI, PUEDE.** "L'UNO, elle, est capable" d'améliorer la situation. C'était un des slogans de sa campagne électorale. Un an après son arrivée au pouvoir, la situation est complètement dégradée dans tout le service public. Depuis plusieurs semaines, les coupures d'eau et d'électricité se succèdent dans tout le pays et



certaines quartiers ont été presque complètement privés de ces services pendant plusieurs jours. Quant au téléphone, son fonctionnement est devenu aléatoire.

**HAITI.** La création d'un système judiciaire et policier indépendants ainsi que d'une administration pénitentiaire civile a été applaudie par l'ensemble des organisations caribéennes de défense des droits de l'homme présentes à Port-au-Prince. Celles-ci ont offert leur aide financière pour la constitution d'une commission d'enquête sur les crimes commis durant la dictature.

**HONDURAS.** L'Association nationale des paysans honduriens a dénoncé le massacre d'une dizaine d'entre eux par un groupe de civils sous les ordres d'un officier en retraite désireux de récupérer leurs terres.

---

**IMPRESSUM** Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.

Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET3:ANN-EUROPA; DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA; Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

---

